

Rapport du jury du concours de recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale

- Epreuve écrite d'admissibilité : 19 mai 2015
- Epreuve orale d'admission : 22 et 23 juin 2015
- Nombre de postes à pourvoir : 10

I – DONNEES STATISTIQUES

Inscrits	Admis à concourir	Présents	Admissibles	Admis sur liste principale	Inscrits sur liste complémentaire
204	139	102	41	10	20

➤ Répartition hommes / femmes :

	Femmes	Hommes
Inscrits	95	7
Admissibles	39	2
Admis	10	-
Inscrits sur la liste complémentaire	19	1

➤ Répartition par tranche d'âge :

	18/25	26/30	31/35	36/40	41/45	46 +	Total
Présents	6	12	22	23	27	12	102

➤ Répartition des notes par épreuve :

Epreuve	Présents	Copie blanche	Note < 5	Note ≥ 5 < 8	Note ≥ 8 < 12	Note ≥ 12 < 16	Note ≥ 16	Moyenne	Meilleure note
Questions sur la profession d'infirmière	102	1	2	16	51	27	5	10.33	16.50
Exposé discussion	41		—	2	12	11	16	13.43	19.50

Seuil d'admissibilité : 11 points

Seuil d'admission : 47.50 points soit 15.83 de moyenne

Seuil d'inscription sur la liste complémentaire : 34 points soit 11.33 de moyenne

II – EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Le sujet de cette année se décomposait en deux questions : l'une ayant trait à la contraception orale, l'autre à l'obstruction des voies aériennes.

Les questions nécessitaient une restitution des connaissances de manière synthétique avec quelques notions essentielles à citer. Des réponses courtes, précises, mais aussi pragmatiques selon le cas, ont été appréciées par le jury.

Pour la première question, il convenait de préciser ce qu'est un contraceptif oral et la conduite à tenir lors de la délivrance de la contraception d'urgence : le jury attendait une réponse précise et exhaustive. Les réponses ont été souvent partielles, incomplètes. Des copies conduisaient à penser que le candidat ne savait vraiment pas quelle conduite tenir en pareil cas.

De même pour la seconde question. Définir une inhalation était ainsi le départ obligé de la réponse. Certains candidats n'ont pas été suffisamment précis pour décrire les signes en cas d'obstruction des voies aériennes par inhalation d'un corps étranger, ne différenciant pas les situations d'obstruction partielle et totale par exemple.

Le jury ne saurait trop conseiller aux candidats de bien lire les questions, de cerner les attendus, ce qui éviterait le hors – sujet. Ainsi, les questions n'amenait pas à dissenter sur le rôle du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté.

Il a été regretté des appellations trop imprécises dans les copies (comme à l'épreuve orale d'ailleurs), par exemple directeur au lieu de principal ou de proviseur. Imprécisions qui peuvent conduire à penser que le candidat ne maîtrise pas suffisamment l'environnement professionnel dans lequel il est susceptible d'exercer.

Quant à la forme, le jury insiste tout particulièrement sur l'orthographe et sur la présentation. La première est souvent problématique pour de nombreux candidats et ne correspond pas à la maîtrise attendue de la langue française à ce niveau de concours. Quant à la présentation de la copie, certains pensent pouvoir s'en exonérer, ce qui est regrettable.

Le jury attache aussi une réelle importance à la qualité de la rédaction des réponses. Elle fait partie du métier : rédaction de courriers, du bilan infirmier annuel... Il ne faut donc pas oublier que la présentation, la richesse du vocabulaire, l'orthographe et la syntaxe sont prises en compte.

III – EPREUVE ORALE D'ADMISION

Dans le cadre de la première partie de l'entretien, le jury a demandé aux candidats de présenter leur formation, leur expérience professionnelle et leurs motivations.

L'exposé doit être bien structuré, c'est à dire de s'appuyer sur un plan qui permettra au jury de suivre aisément la présentation. Il doit notamment montrer en quoi l'expérience du candidat pourra l'aider dans sa future fonction. Le projet professionnel n'a été que rarement abordé.

Le jury a particulièrement apprécié les présentations vivantes. Il déconseille donc la lecture de notes

rédigées à l'avance. Les candidats doivent mieux préparer la présentation de leur parcours et surtout leurs motivations. Ces dernières sont trop souvent mal mises en valeur et ne montrent pas assez le désir de travailler dans l'éducation nationale.

D'une manière générale, il vaut mieux prendre le temps de réfléchir posément avant de répondre à une question du jury qui mettrait le candidat en difficulté. Ce temps montre alors ses qualités de réflexion.

Il convient de répondre aux questions techniques en étant précis et succinct, sans se sentir obligé de citer les dates des circulaires et les numéros du bulletin officiel de l'éducation nationale. Le jury pourrait penser qu'il s'agit d'une tactique pour gagner du temps.

Si une question porte sur un aspect réglementaire, il s'avère indispensable de bien connaître les différents textes officiels mais aussi les actualisations.

Pour les questions de mise en situation ou celles relatives à des cas concrets, il est conseillé de faire preuve de professionnalisme, d'humanité. Sans oublier le bon sens : il n'existe pas toujours de SAMU (ou service équivalent) dans la ville où l'on exerce. Les candidats doivent être en mesure de se mettre à la place d'un infirmier en exercice.

Les candidats gagneraient à mieux faire le lien entre les expériences professionnelles passées et les missions futures, à projeter leurs compétences et leurs savoir-faire dans la pratique de l'éducation nationale.

S'ils ont déjà exercé comme contractuel sur un poste infirmier, les candidats doivent mettre en avant leur pratique, leur connaissance de l'établissement, la réalité des situations auxquelles ils ont eu à faire face.

La rencontre avec des professionnels des établissements, les prises de poste comme contractuel ont été un plus apprécié du jury. Elles permettent de mieux connaître l'environnement professionnel de l'infirmier de l'éducation nationale, de répondre plus précisément aux questions, et d'une manière réaliste, et d'argumenter. Cette rencontre permet d'éclairer le regard du candidat et de monter aussi sa motivation.

Les candidats, au - delà de leur rôle d'infirmier, doivent avoir une meilleure connaissance des rôles de chacun dans un établissement scolaire ou dans une école, de leurs instances, de l'organisation et du fonctionnement du système éducatif... Il ne suffit pas de citer la mission de l'infirmier conseiller technique du recteur ou du directeur académique. Encore faut - il en avoir une conception précise et exhaustive.

Les candidats sont invités à réfléchir sur les notions de secret professionnel, de secret médical ou de secret partagé.

Le jury s'attend aussi à ce que les candidats démontrent par leurs connaissances qu'ils s'intéressent à leur futur employeur, aux problématiques actuelles de l'éducation, aux réformes en cours.

Le président du jury
Henri-Marc PAPAVOINE